

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/15942]

30 OCTOBRE 2020. — Circulaire du Gouvernement wallon relative à l'organisation du travail dans le cadre de la pandémie de coronavirus

Mesdames et Messieurs les Membres du Collège des Fonctionnaires généraux dirigeants,
Mesdames, Messieurs,

L'organisation du travail durant la pandémie de coronavirus est régie par :

- l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise des activités suite à la pandémie de COVID-19 dont les effets ont été prolongés jusqu'au 31 décembre 2020,
- l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 assouplissant les dispositions en matière de congés pour motif impérieux dans le contexte de la reprise des activités suite à la pandémie de COVID-19.

Les dispositions de ces arrêtés sont souples et permettent de s'adapter sans délai à l'évolution de la crise sanitaire.

Les décisions adoptées par l'Autorité fédérale suite aux Comités de concertation des 16 et 23 octobre 2020 n'impliquent aucune interruption du service public. La continuité de ce service doit être assurée et garantie même lorsqu'elle implique des contacts directs avec les usagers et ce, dans le strict respect des règles sanitaires et des mesures de distanciation. Ce principe doit être particulièrement pris en considération dans le cadre des OIP dont les missions impliquent l'accueil d'usager ne disposant pas nécessairement des accès ou du matériel informatiques indispensables au traitement à distance des dossiers.

Vu les missions critiques exercées au sein de l'hôpital psychiatrique des Marronniers et la nécessité de continuité de services auprès des patients, la présente circulaire ne s'applique pas à cet organisme. Toutefois, des mesures complémentaires pourront être prises par le CPPT de l'organisme complémentairement à celles prises par le CPPT le 26 octobre.

Pour le surplus, ces décisions appellent en outre quelques précisions et éclaircissements pour la période qui court jusqu'au 19 novembre 2020 :

Article 1^{er}. Le télétravail

Conformément à l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020, le télétravail devient la règle pour tous les membres du personnel dont la fonction s'y prête et dans la mesure où la continuité du service le permet. L'objectif de tendre vers une limitation des prestations en télétravail à 50 pour cent du temps de travail n'est donc pas d'application pour l'instant.

Cela signifie que jusqu'au 19 novembre 2020, les prestations qui le permettent, s'effectuent en télétravail à 100 % sans qu'il soit imposé aux agents d'être présents sur le lieu habituel de leur travail pendant une ou plusieurs journées par semaine.

Cette instruction n'empêche cependant pas des prestations en présentiel épisodiquement afin d'assurer la continuité des missions (relever et traiter du courrier, participer à des réunions essentielles, présence pour des dépannages ou interventions, etc...).

Lorsque le télétravail n'est pas possible, le travail est assuré en présentiel en veillant à respecter strictement les règles sanitaires.

En outre, lorsqu'un agent éprouve pour des raisons familiales ou personnelles des difficultés à télétravailler et que les règles sanitaires peuvent être strictement respectées, il peut être autorisé par son supérieur hiérarchique de rang A4 au moins (ou en service extérieur, de rang A5) à travailler en présentiel.

Art. 2. L'aménagement des horaires

Il est rappelé que, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 30 juin précité les supérieurs hiérarchiques de rang A4 au moins (ou en service extérieur, de rang A5) peuvent, à la demande du membre du personnel, aménager les horaires de travail de façon flexible afin de concilier au mieux les impératifs liés à la crise sanitaire et familiaux, à la continuité du service public.

Les aménagements sollicités par le membre du personnel dans ce contexte ne peuvent cependant pas donner lieu à des prestations irrégulières.

Art. 3. La fermeture temporaire des écoles, des crèches et des centres d'accueil pour enfants handicapés

Lorsqu'un membre du personnel contractuel ou statutaire est confronté à l'une des situations suivantes :

- un enfant qui n'a pas atteint l'âge de quinze ans cohabitant avec lui ne peut pas fréquenter sa crèche ou ne peut pas aller à l'école parce que la crèche, la classe ou l'école à laquelle il appartient est fermée en raison d'une mesure visant à limiter la propagation du coronavirus ;
- un enfant handicapé dont il a la charge, quel que soit l'âge de cet enfant, ne peut pas se rendre dans un centre d'accueil pour personnes handicapées parce que ce centre est fermé en raison d'une mesure visant à limiter la propagation du coronavirus,
- il en informe son supérieur hiérarchique et produit une attestation de l'établissement concerné confirmant la fermeture ainsi que la raison et la durée de celle-ci.

Pendant cette période de fermeture, le membre du personnel exécute ses prestations en télétravail.

Lorsque ses missions ne peuvent être effectuées en totalité en télétravail, le supérieur hiérarchique de rang A4 au moins (ou en service extérieur, de rang A5) examine les possibilités d'adaptation du régime de travail et de l'organisation du travail afin de concilier le plus possible la continuité du service et les besoins des membres du personnel en matière d'accueil d'enfants. Il peut confier à l'agent des tâches autant que possible en lien avec sa fonction, à exécuter à son lieu de résidence. Le cas échéant, des missions de nature administrative peuvent être confiées à un membre du personnel technique si cela cadre avec son niveau global de compétences.

Le membre du personnel est placé, pour les journées pour lesquelles il ne peut télétravailler ou exécuter d'autres tâches à sa résidence, en dispense de service pour cas de force majeure. Il conserve sa rémunération.

Art. 4. Les formations

Les formations à distance sont privilégiées et les formations en présentiel sont suspendues du 2 au 19 novembre.

La présente circulaire produit ses effets jusqu'au 19 novembre 2020 mais le Gouvernement a donné mandat à la Ministre de la Fonction publique pour en prolonger les effets si le contexte le justifie.

Vous jouez un rôle essentiel pour l'application des recommandations qui précèdent et le Gouvernement compte sur votre totale implication pour faire face à la situation exceptionnelle à laquelle nous sommes tous confrontés.

Certain de votre engagement et de votre sens des responsabilités, il vous remercie d'avance pour votre pleine et entière collaboration.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG**ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**

[C – 2020/15942]

30. OKTOBER 2020 — Rundschreiben der Wallonischen Regierung über die Organisation der Arbeit im Kontext der Coronavirus-Pandemie

Sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder des Kollegiums der leitenden Generalbeamten

Sehr geehrte Damen und Herren,

Die Organisation der Arbeit in der Zeit der Coronavirus-Pandemie wird durch folgende Bestimmungen geregelt:

- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 2020 über verschiedene Bestimmungen im Bereich des öffentlichen Dienstes im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Aktivitäten nach der COVID-19-Pandemie, dessen Auswirkungen bis zum 31. Dezember 2020 verlängert wurden,
- der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Lockerung der Bestimmungen über den Urlaub aus zwingenden Gründen im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Aktivitäten nach der COVID-19-Pandemie.

Die Bestimmungen dieser Erlasse sind flexibel und ermöglichen es, sich umgehend an die Entwicklung der Gesundheitskrise anzupassen.

Die Beschlüsse, die die Föderalbehörde im Anschluss an die Sitzungen des Konzertierungsausschusses vom 16. und 23. Oktober 2020 gefasst hat, setzen keine Unterbrechung des öffentlichen Dienstes voraus. Die Kontinuität dieses Dienstes muss auch bei direktem Kontakt mit den Bürgern unter strikter Einhaltung der Gesundheitsvorschriften und der Distanzierungsmaßnahmen gewährleistet werden. Dieses Prinzip muss insbesondere im Zusammenhang mit Einrichtungen öffentlichen Interesses berücksichtigt werden, deren Aufgabe darin besteht, Bürger zu empfangen, die nicht unbedingt über den Zugang oder die Computerausrüstung verfügen, die für die Fernbearbeitung von Akten erforderlich sind.

Aufgrund der kritischen Aufgaben, die innerhalb des psychiatrischen Krankenhauses "Les Marronniers" wahrgenommen werden, und unter Berücksichtigung der Notwendigkeit der Kontinuität der Leistungen für die Patienten, ist das vorliegende Rundschreiben auf diese Einrichtung nicht anwendbar. Der Ausschuss für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz (AGSA) der Einrichtung kann jedoch zusätzlich zu den am 26. Oktober von dem AGSA getroffenen Maßnahmen weitere Maßnahmen ergreifen.

Darüber hinaus erfordern diese Entscheidungen auch einige Klarstellungen und Erläuterungen für den Zeitraum bis zum 19. November 2020:

Artikel 1 - Telearbeit:

Gemäß dem Ministeriellen Erlass vom 18. Oktober 2020 wird die Telearbeit zur Regel für alle Personalmitglieder, deren Funktion es zulässt und soweit die Kontinuität des Dienstes dies erlaubt. Das Ziel, die Telearbeit auf 50 Prozent der Arbeitszeit zu begrenzen, ist daher vorerst nicht anwendbar.

Dies bedeutet, dass bis zum 19. November 2020 die Leistungen, die dies ermöglichen, zu 100% durch Telearbeit erbracht werden, ohne dass die Personalmitglieder an einem oder mehreren Tagen in der Woche an ihrem üblichen Arbeitsplatz anwesend sein müssen.

Diese Anweisung schließt jedoch nicht aus, dass gelegentlich Leistungen am Arbeitsplatz erbracht werden, um die Kontinuität der Aufgaben zu gewährleisten (Abholung und Bearbeitung der Post, Teilnahme an wichtigen Sitzungen, Anwesenheit bei Reparaturen oder Interventionen usw.).

Wenn Telearbeit nicht möglich ist, wird am Arbeitsplatz gearbeitet, wobei auf die strikte Einhaltung der Gesundheitsvorschriften geachtet wird.

Wenn ein Personalmitglied aus familiären oder persönlichen Gründen auf Schwierigkeiten mit der Telearbeit konfrontiert wird und die Gesundheitsvorschriften strikt eingehalten werden können, kann ihm sein Vorgesetzter, der mindestens den Dienstrang A4 (oder in den Außendienststellen mindestens den Dienstrang A5) hat, die Genehmigung erteilen, vor Ort am Arbeitsplatz zu arbeiten.

Art. 2 - Arbeitszeitregelung

An dieser Stelle sei daran erinnert, dass gemäß Artikel 4 des vorerwähnten Erlasses vom 30. Juni die Vorgesetzten, die mindestens den Dienstrang A4 haben (oder in den Außendienststellen mindestens den Dienstrang A5) auf Antrag des Personalmitglieds die Arbeitszeitregelung flexibel gestalten können, um die Anforderungen im Zusammenhang mit der Gesundheitskrise sowie die familiären Erfordernisse und die Kontinuität des öffentlichen Dienstes bestmöglich miteinander in Einklang zu bringen.

Die in diesem Kontext vom Personalmitglied beantragten Anpassungen dürfen jedoch nicht zu unregelmäßigen Leistungen führen.

Art. 3 - Voorübergehende Schließung von Schulen, Kinderkrippen und Betreuungszentren für behinderte Kinder

Wenn ein Mitglied des Vertragspersonals oder ein statutarischer Bediensteter mit einer der folgenden Situationen konfrontiert ist:

- ein Kind, das das fünfzehnte Lebensjahr noch nicht vollendet hat und bei ihm lebt, kann seine Krippe nicht besuchen oder nicht zur Schule gehen, weil die Krippe, Klasse oder Schule, der es angehört, wegen einer Maßnahme zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus geschlossen ist;
- ein behindertes Kind zu seinen Lasten, unabhängig vom Alter des Kindes, kann ein Betreuungszentrum für behinderte Kinder nicht besuchen, weil das Zentrum wegen einer Maßnahme zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus geschlossen ist,
- informiert er seinen Vorgesetzten und legt eine Bescheinigung der betreffenden Einrichtung vor, die die Schließung sowie den Grund und die Dauer der Schließung bestätigt.

Während der Dauer dieser Schließung erbringt das Personalmitglied seine Leistungen durch Telearbeit.

Können die Aufgaben nicht vollständig durch Telearbeit ausgeführt werden, prüft der Vorgesetzte, der mindestens den Dienstrang A4 hat (oder in den Außendienststellen mindestens den Dienstrang A5) die Möglichkeiten einer Anpassung der Arbeitszeitregelung und der Arbeitsorganisation, um die Kontinuität des Dienstes und den Bedarf des Personalmitglieds in Sachen Kinderbetreuung so weit wie möglich miteinander in Einklang zu bringen. Er kann dem Personalmitglied Aufgaben übertragen, die so weit wie möglich mit seiner Funktion in Zusammenhang stehen und die an seinem Wohnort zu erfüllen sind. Gegebenenfalls können Aufgaben administrativer Art einem Mitglied des technischen Personals übertragen werden, wenn dies mit seinem allgemeinen Kompetenzniveau vereinbar ist.

Der Bedienstete wird für die Tage, an denen er an seinem Wohnort keine Telearbeit oder andere Aufgaben ausführen kann, wegen höherer Gewalt vom Dienst befreit. Er behält seine Entlohnung.

Art. 4 - Ausbildungen

Die Fernausbildung wird bevorzugt und die Präsenzausbildung wird vom 02. bis 19. November ausgesetzt.

Das vorliegende Rundschreiben ist bis zum 19. November 2020 wirksam. Die Regierung hat der Ministerin für den öffentlichen Dienst jedoch den Auftrag erteilt, seine Wirkung zu verlängern, wenn der Kontext dies rechtfertigt.

Sie spielen eine wesentliche Rolle bei der Umsetzung der oben genannten Empfehlungen, und die Regierung zählt auf Ihr volles Engagement, um der Ausnahmesituation, mit der wir alle konfrontiert sind, zu begegnen.

In der Gewissheit Ihres Engagements und Verantwortungsbewusstseins dankt sie Ihnen im Voraus für Ihre volle und uneingeschränkte Zusammenarbeit.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/15942]

30 OKTOBER 2020. — Omzendbrief van de Waalse organisatie betreffende de werkorganisatie in het kader van de coronaviruspandemie

Mevrouwen en Heren Leden van het College der leidend ambtenaren,
Geachte dames, Geachte heren,

De werkorganisatie tijdens de coronaviruspandemie valt onder :

- het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2020 houdende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in de context van de coronaviruspandemie en de stapsgewijze heropbouw van de activiteiten waarvan de werking tot 31 december 2020 wordt verlengd,
- het besluit van de Waalse Regering van 1 oktober 2020 tot versoepeling van de bepalingen inzake verlopen om dwingende redenen in de context van van de COVID 19-pandemie en de stapsgewijze heropbouw van de activiteiten.

De bepalingen van deze besluiten zijn soepel en maken onverwijlde aanpassingen aan de evolutie van de sanitaire crisis mogelijk.

De beslissingen die de federale overheid heeft aangenomen na de Overlegcomités van 16 en 23 oktober 2020 houden geen enkele onderbreking van de openbare dienstverlening in. De continuïteit van de dienstverlening wordt zelfs dan gewaarborgd wanneer rechtstreeks contact met de gebruiker nodig is, mits naleving van de sanitaire regels en de maatregelen inzake social distancing. Dit principe moet in het bijzonder overwogen worden in het kader van de openbare instellingen die via hun opdrachten gebruikers ontvangen die niet noodzakelijk toegang hebben tot of beschikken over de nodige informaticahulpmiddelen voor dossierbehandelingen op afstand.

Gelet op de kritieke opdrachten van het psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers" en de noodzaak tot continue dienstverlening aan de patiënten, is deze omzendbrief niet van toepassing op deze instelling. Er kunnen evenwel aanvullende maatregelen worden genomen door de CPBW's ter aanvulling van de maatregelen van 26 oktober II.

Voor het overige worden deze beslissingen daarnaast nader verklaard en verduidelijkt voor de periode tot 19 november 2020 :

Artikel 1. Telewerk

Overeenkomstig het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 wordt telewerk de regel voor alle personeelsleden met een functie die zich daartoe leent en voor zover de continuïteit van de dienstverlening dit toestaat. Voorlopig is er dus geen toepassing van de doelstelling die het streven naar een beperking van het telewerk tot 50 p.c. van de arbeidstijd inhoudt.

Dat betekent dat de prestaties die zulks mogelijk maken tot 19 november 2020 tegen 100 p.c. in telewerk uitgevoerd dienen, zonder dat de personeelsleden de verplichting opgelegd krijgen om gedurende één of meerdere dagen per week op hun gewone werkplek aanwezig te zijn.

Deze richtlijn verhindert evenwel niet dat er af en toe prestaties met fysieke aanwezigheid worden uitgevoerd met het oog op de continuïteit van de dienstverlening (briefwisseling ophalen en behandelen, deelnemen aan essentiële vergaderingen aanwezigheid voor pechverhelpingen of interventies enz...).

Wanneer telewerk onmogelijk is, wordt er in fysieke aanwezigheid gewerkt met strikte inachtneming van de sanitaire regels.

Wanneer een personeelslid om familiale of persoonlijke redenen moeilijkheden ondervindt bij het telewerken en wanneer de sanitaire regels strikt in acht worden genomen, kan de hiërarchisch meerdere van minstens rang A4 (of in buitendiensten, rang A5) het werk met fysieke aanwezigheid op de werkplek mogelijk maken.

Art. 2. Aangepaste arbeidstijden

Er wordt op gewezen dat de hiërarchische meerdere van minstens rang A4 (of in buitendienst, van rang A5), overeenkomstig artikel 4 van bovenvermeld besluit van 30 juni, de werkuren flexibel indelen op vraag van het personeelslid, om de voorschriften inzake sanitaire crisis, de voorschriften van continuïteit van de openbare dienst en de familiale eisen zo goed mogelijk met elkaar te verzoenen.

De door het personeelslid aangevraagde aanpassingen mogen geen aanleiding geven tot onregelmatige prestaties.

Art. 3. Tijdelijke sluiting der scholen, kribbes en opvangcentra voor gehandicapte kinderen

Wanneer een contractueel of statutair personeelslid te maken heeft met één van de volgende situaties :

- een kind dat de leeftijd van vijftien jaar nog niet heeft bereikt, dat met hem of haar samenwoont, mag de kribbe niet bezoeken of naar school gaan omdat de kribbe, de klas of de school waar het deel van uitmaakt gesloten is wegens een maatregel ter beperking van de verspreiding van het coronavirus;
- een gehandicapt kind ten laste, ongeacht de leeftijd van dit kind, kan zich niet naar een opvangcentrum voor gehandicapte personen begeven omdat dit centrum gesloten is wegens een maatregel ter beperking van de verspreiding van het coronavirus,
- licht hij of zij zijn hiërarchische meerdere over in en legt een attest van de betrokken inrichting voor waarbij de sluiting, de reden daarvoor en de duur daarvan bevestigd worden.

Tijdens deze sluitingsperiode voert het personeelslid zijn prestaties in telewerk uit.

Wanneer de opdrachten van het personeelslid niet in hun geheel in telewerk uitgevoerd kunnen worden, onderzoekt de hiërarchisch meerdere van minstens rang A4 (of in buitendienst, van rang A5) de mogelijkheden tot aanpassing van de arbeidsregeling en de werkorganisatie om de continuïteit van de dienstverlening en de behoeften van de personeelsleden inzake kinderopvang zo goed mogelijk met elkaar te verzoenen. Hij kan het personeelslid zo veel mogelijk taken in verband met zijn of haar functie toevertrouwen, die hij of zijn dan in zijn verblijfplaats uitvoert. In voorkomend geval kunnen er opdrachten van administratieve aard aan een personeelslid worden toevertrouwd als dat met zijn globaal competentieniveau overeenstemt.

Het personeelslid wordt voor de dagen waarvoor hij of zijn niet kan telewerken of andere taken in zijn verblijfplaats kan uitvoeren in dienstvrijstelling wegens overmacht gesteld. Hij behoudt zijn bezoldiging.

Art. 4. De opleidingen

Er wordt voorrang verleend aan afstandsopleidingen. De opleidingen met een fysieke aanwezigheid worden van 02 tot 19 november opgeschort.

Deze omzendbrief heeft uitwerking tot 19 november 2020, maar de Regering verleent de Minister van Ambtenarenzaken een mandaat om de gevolgen ervan te verlengen indien vereist door de context.

U speelt een essentiële rol voor de toepassing van voorgaande aanbevelingen en de Regering rekent op uw totale inzet om de uitzonderlijke situatie waarmee we nu moeten omgaan het hoofd te bieden.

De Regering weet dat zij op uw inzet en verantwoordelijkheidszin kan rekenen, en dankt u bij voorbaat voor uw volledige medewerking.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken,
V. DE BUE